Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 janvier 2009 pris en exécution de

- 1. la section 2 du chapitre II du titre IV du Livre V du code du Travail;**
- 2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.**

Avis du Conseil d'Etat

(17 janvier 2012)

Par dépêche du 12 juillet 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles ainsi que d'une fiche financière et d'une fiche d'évaluation d'impact.

Par dépêche du 20 septembre 2011, l'avis commun de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers fut communiqué au Conseil d'Etat. L'avis de la Chambre des salariés lui parvint en date du 18 octobre 2011.

Le projet de règlement sous avis vise à modifier le règlement grand-ducal repris sous rubrique afin de l'adapter aux modifications opérées par le projet de loi modifiant le Code du travail (doc. parl. n° 6308). En outre, il entend apporter quelques modifications au règlement grand-ducal existant qui découleraient selon les auteurs de la pratique en la matière.

Examen des articles

Préambule

Au deuxième visa du préambule, il y a lieu de remplacer la référence à la loi de 1988, qui a été abrogée et remplacée par la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. Le visa se lira dès lors comme suit:

« Vu la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; ».

Article 1^{er}

Cet article propose de compléter l'article 1^{er} du règlement grand-ducal à modifier par un nouvel alinéa définissant les travailleurs bénéficiant d'un cofinancement particulier. Le Conseil d'Etat renvoie à son avis de ce jour relatif au projet de loi modifiant le Code du travail (doc. parl. n° 6308) et notamment à ses observations formulées sous l'article 1^{er}, points 5 et 6. Il insiste sur la suppression de la définition proposée dans le cadre du présent règlement grand-ducal.

Article 2 (1^{er} selon le Conseil d'Etat)

Il est proposé d'insérer un nouvel alinéa à l'article 5 du règlement grand-ducal prévoyant qu'une note d'évaluation de la délégation ou du comité mixte est à joindre obligatoirement au bilan ou au rapport final. A l'instar de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers, le Conseil d'Etat s'interroge sur le contenu et la finalité de cette note d'évaluation. Des précisions devraient être apportées à cette disposition.

Articles 3 et 4 (2 et 3 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Article 5 (4 selon le Conseil d'Etat)

Dorénavant, le rapport de l'enquête d'évaluation du plan de formation devra figurer dans chaque rapport ou bilan sans que le ministre le demande expressément. Cette modification de la dernière phrase de l'alinéa 2 de l'article 11 ne donne pas lieu à observation.

En ce qui concerne l'ajout d'un nouvel alinéa à l'article 11, le Conseil d'Etat renvoie aux observations formulées dans son avis de ce jour relatif au projet de loi précité (doc. parl. n° 6308) sous l'article 1^{er}, point 7. Il propose la suppression de l'alinéa proposé.

Article 6

Cet article prévoit un nouvel article 11*bis* qui est censé être pris en exécution de la nouvelle version de l'article L. 542-11 du Code du travail telle que proposée par le projet de loi mentionné ci-devant (doc. parl. n° 6308). Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations émis dans son avis de ce jour sous l'article 1^{er}, point 4 du projet de loi précité et recommande la suppression de cet article.

Articles 7 à 9 (5 à 7 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 17 janvier 2012.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder